



Annales historiques de la Révolution française

327 | janvier-mars 2002
Varia

Les administrateurs du Haut-Rhin en 1790 : aspects sociaux

Melvin Edelstein



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/563>

DOI : 10.4000/ahrf.563

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2002

Pagination : 75-81

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Melvin Edelstein, « Les administrateurs du Haut-Rhin en 1790 : aspects sociaux », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 327 | janvier-mars 2002, mis en ligne le 19 mars 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/563> ; DOI : 10.4000/ahrf.563

Tous droits réservés

LES ADMINISTRATEURS DU HAUT-RHIN EN 1790 : ASPECTS SOCIAUX

MELVIN EDELSTEIN

M. Edelstein étudie les aspects sociaux et professionnels des administrateurs du département du Haut-Rhin et ceux du district de Belfort en 1790. Il précise les impôts directs et la contribution patriotique des administrateurs. Il compare ses conclusions à celles qu'il a faites pour le département des Landes, seul autre département pour lequel on dispose de données identiques. Les citoyens sur-représentés ne sont cependant pas majoritaires. Les hommes de loi sont les plus nombreux, mais ils ne constituent qu'environ un tiers des administrateurs. Les administrateurs du département sont essentiellement des édiles, ils sont largement aisés. Enfin, il faut noter que les administrateurs du Haut-Rhin, région relativement prospère, sont moins aisés que ceux des Landes, département beaucoup moins riche.

Mots clés : administrateurs (de département, de district) ; impôts directs ; contributions patriotiques ; citoyens ; ruraux.

Les études sur les administrateurs sont nombreuses, mais elles privilégient l'étude socioprofessionnelle des dirigeants. Rarissimes sont celles qui nous renseignent sur les aspects sociaux, c'est-à-dire la fortune, le revenu, ou les impôts des élus ; on ne dispose qu'exceptionnellement de documents avec ce type d'informations. Nous en avons découvert un pour les Landes et récemment un second pour le Haut-Rhin. Notre but ici est plus limité que celui que nous avons poursuivi dans notre article sur la participation et la sociologie électorales dans les Landes en 1790 et dans lequel il y a beaucoup de données sur l'âge, le domicile, l'impôt direct et la contribution patriotique ainsi que sur la profession des administrateurs (1). L'utilisation du procès-verbal de l'assemblée électorale du département du Haut-Rhin en juin 1790

(1) Melvin EDELSTEIN, « Participation et sociologie électorales dans les Landes en 1790 », *A.H.R.F.*, n° 2, avril-juin 1999, pp. 301-346.

et celui du district de Belfort à la même époque permettra de préciser les impôts directs et la contribution patriotique des administrateurs du département et du district de Belfort, l'un des 3 districts du Haut-Rhin (2). Nous mettrons également en évidence leur origine géographique (ville ou campagne) et, autant qu'il nous sera possible, nous indiquerons la profession ; il faut toutefois regretter que les documents soient plus informatifs sur les impôts que sur les professions des élus. R. Marx a étudié le personnel administratif des deux départements alsaciens en 1790, mais il ne s'est intéressé qu'à la profession et au lieu de domiciliation des élus (3). Enfin, nous comparerons nos conclusions sur le Haut-Rhin, département relativement prospère, à celles obtenues pour les Landes, département plus isolé, plus rural, plus analphabète et moins riche.

Tout d'abord, les ruraux sont supérieurs en nombre aux citadins dans le Conseil général du département. L'administration départementale compte 18 ruraux, 15 citadins et 3 indéterminés parmi 36 membres. En revanche, la prédominance des citadins est incontestable dans le Directoire où 6 des 8 membres habitent en ville, le procureur général syndic étant également un citadin. Une comparaison de l'administration départementale du Haut-Rhin et de celle des Landes révèle que la première est légèrement moins urbaine que la seconde : 42 % contre 44 % (4). Même si les citadins sont sur-représentés, le Haut-Rhin ne confirme pas l'argument de R. Marx à savoir que les citadins sont majoritaires dans les administrations alsaciennes (5).

Le tableau I montre que les hommes de loi sont les plus nombreux, les gens d'affaires sont en nombre inférieur et les cultivateurs et les artisans sont absents (6). On trouve 13 hommes de loi, y compris 11 avocats, 1 notaire et 1 conseiller ; on compte également 2 médecins, 1 professeur, 1 ingénieur-géomètre, 1 arpenteur, 1 négociant, 1 militaire et 1 chapelain. Dans le Directoire, les membres sont tous avocats (7), le procureur général syndic étant également avocat. R. Marx a intitulé cet ensemble : « professions bourgeoises », en y incluant une forte proportion d'hommes de loi, cette formulation semble hâtive car pour 15 individus sur 36, soit 42 %, la profession n'est pas connue. Il faut toutefois noter que le poids de la basoche dans le Haut-Rhin (36 %), est beaucoup moins élevé que dans les Landes (53 %) (8).

(2) A.N., F^{1c} III Haut-Rhin 1 ; A.D. Haut-Rhin, L 77.

(3) Roland MARX, *Recherches sur la vie politique de l'Alsace prérévolutionnaire et révolutionnaire*, Strasbourg, 1966, pp. 165-169.

(4) *Id.*, p. 165 ; EDELSTEIN, *op. cit.*, p. 340.

(5) R. MARX, *op. cit.*, p. 165.

(6) *Id.*, pp. 166-167. Waelterlé, le seul cultivateur, est par ailleurs inscrit comme avocat au Conseil souverain d'Alsace.

(7) A.N., F^{1c} III, Haut-Rhin 1. R. Marx a trouvé 6 avocats, alors que j'en ai dénombré 8.

(8) M. EDELSTEIN, *op. cit.*, p. 336.

Ce qui frappe également parmi les administrateurs du département du Haut-Rhin, c'est le nombre très élevé des édiles. Nous avons relevé 17 maires et 2 officiers municipaux, soit au moins 19 (53 %). Les électeurs ont choisi des « notables locaux ». De plus, la présence de tant de maires ruraux peut laisser supposer que plusieurs administrateurs étaient des cultivateurs ou des marchands. Une originalité du Haut-Rhin est le fait que 2 députés à l'Assemblée constituante soient des administrateurs ; de même le procureur général syndic, J.-F. Reubell, est député.

La plupart des administrateurs sont des hommes aisés : dans l'échantillon de 33 administrateurs sur 36 pour lesquels les données sont disponibles, la moyenne des impôts directs est de 122,52 l. Ce montant est légèrement au-dessus de la moyenne de 120,1 l. des 29 administrateurs landais (9). Vingt-et-un des 33 administrateurs rhénans, environ les deux tiers, payèrent 53 livres ou plus, c'est-à-dire, l'équivalent du marc d'argent requis pour être député. Pour les 7 hommes les plus imposés (payant 200 l. ou plus), on note 5 hommes de loi et 2 dont nous ignorons la profession. Six administrateurs seulement (18 %) payèrent 20 l. ou moins et 3 d'entre eux versèrent 10 l. seulement, on peut les classer dans la catégorie peu aisée. Il faut cependant noter que les administrateurs du Haut-Rhin, relativement fortunés, le sont cependant moins que ceux des Landes, où 76 %, des administrateurs payèrent 53 l. ou plus en imposition totale, trois seulement versèrent 20 l. ou moins.

L'analyse de la contribution patriotique – impôt spécial d'un quart du revenu net et payé par ceux dont le revenu annuel dépassait 400 livres –, montre que les administrateurs du Haut-Rhin sont moins riches que ceux des Landes. Dans l'échantillon de 31 administrateurs sur 36 pour lesquels les données sont disponibles, la moyenne est de 115,06 l. Ce montant est très inférieur à la moyenne de 549,8 l. des administrateurs des Landes. Parmi les administrateurs rhénans, 13 des 31 (42 %), payèrent 100 l. ou plus. Dix-neuf (61 %) d'entre eux s'acquittèrent de 50 l. ou plus. Parmi les 6 plus imposés, c'est-à-dire payant 200 l. ou plus, on trouve 2 hommes de loi, 1 ingénieur-géomètre, 1 négociant, 1 professeur et 1 dont la profession est inconnue ; un seul versa 10 l. ou moins. Ce qui frappe immédiatement, c'est que la comparaison des fortunes des administrateurs des deux départements est défavorable au Haut-Rhin, département relativement prospère, puisque dans les Landes 76 % des administrateurs payèrent 100 l. ou plus et 1 seul contribua pour moins de 10 l.

Les membres du Directoire furent-ils plus aisés que les autres administrateurs ? La réponse est double. S'ils payèrent plus d'impôts que les admi-

(9) *Id.*, p. 337.

**Tableau I : Les impôts directs et la contribution patriotique
des administrateurs du département du Haut-Rhin en 1790**

Nom	Profession	Impôts directs en livres	Contribution patriotique en livres
1. ROUX, Jacques	négociant ; officier municipal de Neuf-Brisach	32	200
2. DERNOIS, Pierre-François	? ; maire d'Ensisheim	20	75
3. MULLER, Jean-Baptiste	avocat, maire de Bartenheim	255	48
4. WAELTERLE, Jean-Pierre	avocat	30	48
5. MONNIN, Georges-Pierre- Joseph	avocat, maire de Thann	55	400
6. BRUAT, Joseph	avocat	60	150
7. MISTELET, Jean-Pierre	? ; maire de Levoncourt	75	59
8. HARTMANN, Conrad	? ; maire de Fontaine	150	72
9. STRUCH, Antoine	maire de Lutterbach	10	150
10. RICKLIN, Jacques	avocat	40	100
11. RESCH, François	? ; maire de Turckheim	10	
12. RUDLER, Joseph	avocat	17	
13. DE MANGEOT, Georges	? ; maire de Bonhomme	180	30
14. DEISS, Jean- Jacques	? ; maire de Ferrette	53	40
15. HEGI, Antoine	? ; maire d'Hirsingen	160	40
16. GISSY, Urbain	? ; maire d'Oderen	94	300
17. BROBECKER, Antoine- François- Joseph	? ; maire d'Egisheim	70	24
18. PFLIEGER, le jeune, François- Antoine	avocat	86	100
19. SCHOFF, François- Antoine	avocat	500	110
20. WEISS, Antoine	? ; maire d'Oberbruck	15	3
21. SCHNEIDER, Ignace	avocat et bailli	227	96
22. CHALMEY, Félix	médecin	30	36
23. EGGERLE, Adam	ingénieur- géomètre, officier municipal de Colmar	180	250
24. KLEIN, Andres	? ; maire de Guémar	24	24
25. SCHNEYLIN, Joseph		300	40
26. Abbé DEYBER	chapelain ; maire de Bernwiller	54	100
27. CROMER, François	avocat	336	120
28. LAVIE, Marc-Antoine	médecin ; député à l'Assemblée constituante		
29. MUEG,	avocat		
30. GUITTARD, Jean-Baptiste	militaire ; député à l'Assemblée constituante		
31. KOLB, Antoine	arpenteur	105	60
32. LIEBELIN, Jean-Georges	? ; maire d'Auxelle- haut	10, 9s	6
33. DE SALOMON, P.-Nicolas	conseiller	300	600
34. FOLTZER, Jean	? ; maire d'Ilssfourth	420	50
35. GAY, Joseph	notaire	40	36
36. Abbé VOEGEL	professeur	105	200
MOYENNE		122, 52	115, 06

nistrateurs, ils versèrent moins de contribution patriotique que ces derniers. Dans un échantillon de 7 administrateurs sur 8 pour lesquels les données sont disponibles, la moyenne est de 161,3 l., ce qui dépasse la moyenne de 122,52 l. des administrateurs. Trois sur 7 (43 %) payèrent 227 l. ou plus, mais 3 également contribuèrent pour 40 l. ou moins. En revanche, dans un échantillon de 6 sur 8, la moyenne de la contribution patriotique est 96 l., qui est inférieure à la moyenne de 115, 06 des administrateurs. Trois sur 6 (50 %) payèrent 100 l. ou plus et aucun d'entre eux ne versa moins de 48 l. Dans les Landes, c'est le contraire : les membres du Directoire payèrent à peu près la même moyenne d'impôts, mais avec une contribution patriotique moindre. Les membres du Directoire des Landes versèrent moins d'impôts que leurs collègues rhénans, soit une moyenne de 120,2 l., ils durent pourtant beaucoup plus de contribution patriotique, soit 321,2 l.

Même si les administrateurs de district forment un groupe important de dirigeants locaux, les études concernant les administrateurs du département sont plus abondantes. Nous pouvons donc apporter des renseignements précieux sur ces administrateurs. Cependant, les données ne sont disponibles que pour le district de Belfort. La première constatation est que la domination des citadins n'est pas évidente. Citadins et ruraux s'équilibrent exactement dans le conseil général du district (10), leur poids est pourtant plus grand que dans l'administration départementale, où ils sont minoritaires. R. Marx a bien noté une très forte proportion d'hommes de loi dans les administrations du Haut-Rhin, mais il n'a identifié que 4 avocats sur 12 membres, soit 33 %, dans l'administration du district de Belfort (11). Si la basoche représente la catégorie la plus nombreuse, elle est pourtant minoritaire. Cela renforce notre conclusion pour l'administration départementale, où les hommes de loi ne sont que 36 %. On compte également 1 négociant et 1 laboureur. La présence de 4 maires ruraux peut laisser supposer qu'ils n'étaient pas isolés. Il manque l'indication de la profession pour la moitié des administrateurs. En revanche, dans le Directoire, la basoche est dominante avec 3 avocats ; le procureur syndic est également avocat. Si les hommes de loi sont minoritaires dans l'administration du district de Belfort, ils sont majoritaires dans celle des Landes, où la basoche atteint 54 %.

(10) R. MARX, *op. cit.*, p. 165.

(11) *Id.*, p. 166.

**Tableau II : Les impôts directs et la contribution patriotique
des administrateurs du district de Belfort en 1790**

Nom	Profession	Impôts directs en livres	Contribution patriotique en livres
1. SCHIRMER	avocat et bailli	38	300
2. ABT, George	maire de Dannemarie	300	72
3. BACKLIN, Jean-Adam	avocat et bailli	19	100
4. DANZER, Joseph-André	maire de Roderen	66	300
5. SILBERMANN, Joseph	laboureur	500	50
6. BAUMET, Jean-Jacques			60
7. HAIDET		25	9
8. BOYER, Nicolas	négociant	112	36
9. SCHILLING, Joseph	maire de Moosch	20	
10. SAUVAGEOT, Jean-Claude	maire de Bourg	46	12
11. CHALMAY, George	maire de Béchessy	70	60
12. BAUMLIN, François-Joseph	avocat	44	60
MOYENNE		112,73	96,27

Le tableau II montre combien les administrateurs sont des nantis : dans l'échantillon comprenant 11 administrateurs avec des données disponibles sur 12, la moyenne des impôts directs est de 112,73 l. ; 5 sur 11 (45 %) payèrent 66 l. ou plus, montant au-delà du marc d'argent. Parmi les 3 les plus imposés, c'est-à-dire payant 112 l. ou plus, on compte 1 laboureur, 1 négociant et 1 indéterminé ; de plus, le procureur syndic, un avocat, paya 89 l. 8 s. Trois seulement versèrent 25 l. ou moins. Les administrateurs du district de Belfort sont pourtant moins fortunés que les Landais : la moyenne des impôts directs des premiers est de 112,73, alors que celle des seconds est de 165,9 l.

Toujours dans le même échantillon, la moyenne de la contribution patriotique est de 96,27 l. Trois d'entre eux (27 %) payèrent 100 l. ou plus. Il s'agit de 2 avocats-baillis et d'un inconnu. De plus, il faut noter que le procureur syndic contribua pour 72 l. Environ un cinquième pourtant ne rentrent pas dans la catégorie aisée ; 2 versèrent 12 l. ou moins. Les administrateurs du district de Belfort semblent beaucoup moins riches que les Landais : la moyenne de la contribution patriotique des premiers est de 96,27 l., tandis que celle des seconds atteint 233,1 l. Le fait que la moyenne de la contribution patriotique des administrateurs landais soit supérieure à celle des impôts directs, alors que c'est le contraire dans le district de Belfort, renforce notre conclusion.

Les membres du Directoire furent-ils plus riches que les administrateurs du district ? Si l'on se base sur les impôts directs, ce n'est pas le cas. La

moyenne des impôts des 4 membres du Directoire est de 53,25 l. tandis que celle payée par les administrateurs est de 112,73 l. En revanche, si l'on utilise la contribution patriotique, les membres du Directoire semblent plus aisés, la moyenne étant de 124 l., tandis que pour les administrateurs elle est de 96,27 l. Elle est identique dans les Landes où les membres des directoires payèrent moins d'impôts directs, mais versèrent plus de contribution patriotique que les administrateurs du district.

Maintenant, il convient de réfléchir à ce que signifient nos conclusions pour les administrateurs du Haut-Rhin. Même si les citadins sont sur-représentés, ils ne sont majoritaires ni dans l'administration départementale, ni dans l'administration du district de Belfort. Ce constat infirme l'argument de R. Marx et celui de L. Hunt concernant l'origine urbaine des administrateurs (12). Les hommes de loi sont en plus grand nombre, mais ils ne sont majoritaires ni dans l'administration départementale, ni dans celle du district de Belfort. Le nombre élevé des indéterminés peut laisser supposer que les cultivateurs sont sous-estimés. Ce second constat ne confirme pas les conclusions de R. Marx ni celles de L. Hunt concernant la nouvelle classe politique (13). En l'absence de candidats déclarés, les électeurs désignèrent les notables locaux : un peu plus de la moitié de l'administration départementale était composée d'édiles. Il faut noter l'élection de 2 députés, ce qui est une originalité du Haut-Rhin.

Le fait que les administrateurs entrent dans la catégorie des nantis n'est pas étonnant. Environ deux tiers des administrateurs du département payèrent un marc d'argent ou plus en impôts directs. 45 % des administrateurs du district de Belfort versèrent 66 l. ou plus. Il est surprenant, peut-être, que la moyenne de leurs contributions patriotiques fût inférieure à celle des impôts directs. En tout cas, 61 % des administrateurs du département et environ trois quarts de ceux du district de Belfort payèrent au moins 50 l. en contribution patriotique. Les membres des directoires ne furent pas forcément plus riches que les administrateurs. Ce qu'il faut noter, c'est que ces administrateurs rhénans semblent moins aisés que les administrateurs des Landes, département beaucoup moins riche.

Melvin EDELSTEIN
The William Paterson University of New Jersey
444 East 82 Street
New York – N.Y. 10028
États-Unis

(12) Lynn HUNT, *Politics, Culture, and Class in the French Revolution*, Berkeley, 1984, pp. 154-155.

(13) *Id.*, pp. 153 et 167.